

Mardi 9 décembre 2003 Lycée Blaise Pascal Châteauroux

Débat de 16 à 18heures

La réunion est consacrée au sujet 15 (Violence et incivilités) et doit durer deux heures (16-18 heures)

Soixante dix personnes environ sont présentes, la plupart appartenant au personnel de l'Education Nationale (très peu de parents d'élèves, aucun étudiant en BTS). Un animateur et un co-animateur.

Avant que ne commence le débat proprement dit, une jeune employée de l'Intendance demande l'autorisation de lire une déclaration de ses collègues, expliquant notamment les raisons du boycott de la réunion. La demande est acceptée et la déclaration est jointe à la synthèse.

Le Diagnostic

Divers aspects de la violence dans les relations

La première partie du débat concerne le diagnostic de la situation, dans l'établissement surtout.

Les divers aspects de la violence sont évoqués à de nombreuses reprises, mais on ne souligne pas de violences graves. Le lycée n'est pas, sur ce plan, différent des autres établissements de la ville.

On souligne d'abord une certaine violence dans les comportements, violence verbale, parfois physique mais sans gravité.

Il est surtout noté que, dans certaines classes, les élèves qui travaillent sont rejetés par les autres parce que, précisément, ils manifestent le désir de travailler.. Un professeur a été menacé et insulté.

Plutôt qu'une véritable violence on décrit des situation de tension entre les élèves, et aussi entre les élèves et les adultes.

A ce propos plusieurs intervenants insistent sur la conscience que les jeunes peuvent avoir de la notion d'insolence. Une discussion plus approfondie s'engage sur la nature du langage « jeune », sur sa signification, sur le « jeunisme », sur le tutoiement des profs, parfois considéré comme normal par ailleurs.

Les dégradations matérielles

Après ce débat sur les relations entre les différents membres de la communauté scolaire, c'est la question des dégradations matérielles qui fait l'objet d'une discussion plus longue.

Les locaux sont, pour l'essentiel, en bon état, sauf l'internat, qui est largement dégradé. Le parallèle est fait entre les dégradations de matériel dans un environnement vétuste et déjà dégradé (l'Internat), et le respect des élèves, en général, pour les locaux neufs, ou en bon état. Comme si les élèves, conscients de vivre dans des locaux qui ne respectent pas leurs qualités d'être humains n'avaient pas à respecter eux-mêmes les lieux où on les fait vivre.

A ce propos, et de façon plus anecdotique, on fait remarquer que les tags ont tendance à disparaître. On note une nette amélioration par rapport aux années précédentes.

La consommation des produits illicites

Est considérée comme une violence ou une « incivilité », la consommation de « produits illicites » (on entend par là essentiellement le cannabis) que l'on qualifie facilement de « stupéfiants ».

A cela s'ajoute un phénomène nouveau, lié à l'augmentation du prix du tabac : le trafic de cigarettes, et l'on évoque un « marché parallèle ». Mais la question est posée de savoir s'il s'agit d'une rumeur ou d'une réalité. Sont évoqués les lieux de ce marché et l'on finit par se mettre d'accord sur le fait que la consommation de cannabis est en hausse, mais que ce phénomène est général dans l'ensemble des établissements scolaires, et de la société française en général.

On signale que les établissements ruraux, pourtant disséminés dans les bocages, sont également bien pourvus en matière de « produits illicites ». Il en résulte que c'est la notion d'illégalité dans son ensemble qui serait en cause. Les « incivilités », les violences, les marchés parallèles ne sont-ils pas

simplement l'expression d'un refus, conscient ou non, de la règle républicaine traditionnelle, et du respect de la loi ?

L'absence de repères, expression conventionnelle souvent ressassée par les médias, n'est-elle pas l'expression d'un refus mais en même temps un malaise, chez les jeunes autant que chez les adultes ?

La notion d'autorité mise en cause par les élèves

C'est donc naturellement qu'on en arrive à la question centrale qui est celle de la notion d'autorité .

La quasi-totalité des participants est d'accord pour observer que la plupart des jeunes n'écoutent plus. Il a été facile de constater qu'au cours de cette réunion, les participants, eux, s'écoutaient, ou s'exprimaient, rarement gênés par des discours bétonnés, qui auraient été de nature politique ou syndicale. L'animateur a été contraint très rarement, de limiter des discours convenus, pour laisser la parole à ceux qui voulaient simplement dire leurs difficultés personnelles, individuelles, ou faire des remarques générales sur la vie dans le lycée, en dehors de tout dogmatisme.

Cette absence d'écoute amène à se poser les questions suivantes : d'où vient la « crise de l'autorité » ? Quelle est cette « autorité » ? sa nature ? son origine ? et quelle autorité voudrait-on imposer ? et comment ?

Ici apparaît une discussion fondamentale, confuse parfois, mais essentielle : Qui détient ou pense détenir, la fameuse autorité ?

La question du travail

A cette question est associée une remarque sur le travail, dont tous les participants admettent qu'il n'est pas la préoccupation première des élèves. Ceux qui travaillent encore le font surtout, voire essentiellement, en vue d'obtenir un diplôme.

A ce propos on se demande encore ce qu'ils entendent exactement par « travailler », et s'ils ont encore en tête la signification du mot « effort ».

La comparaison entre le travail au lycée et le travail en entreprise (lors des stages) fait également l'objet d'un débat. Selon certains, les « incivilités » seraient moins nombreuses en entreprise, et le travail plus sérieux, parce que les étudiants verraient l'utilité du diplôme.

D'autres pensent que les conditions de travail dans l'entreprise ne sont pas les mêmes pendant la période du stage.

Enfin, l'entreprise offrirait d'abord l'attrait du nouveau, ce qui fait qu'ils en reviennent démotivés pour le travail au lycée.

Des élèves consommateurs

D'autres causes qui provoquent ce peu de goût pour le travail seraient à chercher dans le rôle néfaste du collège, évoqué comme un « carcan » (sic), tandis que le rôle de l'école primaire est positif parce que l'élève est au centre du système. Un intervenant fait alors observer que les élèves devraient au moins, au lycée, savoir lire, écrire, et compter.

Nombreux sont également les participants qui notent que les élèves viennent en consommateurs, et que cette situation dépasse largement le cadre du lycée. En particulier pourquoi les élèves travailleraient-ils puisque les vedettes du sport-spectacle et du spectacle tout court obtiennent des fortunes sans commune mesure avec ce qu'ils peuvent espérer gagner un jour dans leur futur métier.

Des élèves jugés souvent arrogants, méprisants vis à vis de leurs maîtres

Plusieurs intervenants font observer que beaucoup d'élèves sont au lycée sans trop savoir pourquoi, et sans avoir le niveau requis. Il en résulte forcément un manque d'intérêt. On se demande alors qui est allé chercher certains élèves, qui ne semblent pas, pour l'instant, motivés par des études, du moins dans le cadre du lycée traditionnel.

Mais la notion de « niveau » est toujours l'objet de discussions, bien qu'on ne mette pas en cause l'apathie générale qui semble s'être abattue sur l'ensemble des élèves.

Personne ne conteste cette attitude négative devant le travail scolaire et un participant résume l'avis général en soulignant que c'est depuis ces trente dernières années, que les élèves sont des consommateurs, des clients, qui viennent au lycée se servir comme au supermarché et qui sont toujours prêts à protester si la qualité du produit ne leur semble pas bonne.

A ce sujet on parle à plusieurs reprises de l'arrogance de certains élèves quand il s'agit du travail à effectuer. En résumé, il semble bien que le fait de travailler ne soit plus considéré comme « normal », et qu'il apparaisse comme une sorte de « sanction ».

Les remèdes

L'autonomie

La question du suivi de l'élève est assez longuement abordée. Beaucoup se demandent s'il existe vraiment, si c'est le rôle de la Vie Scolaire, si le professeur principal doit être chargé de ce suivi. Cette question du suivi, aurait dû être matérialisée par un « livret de suivi », et l'on fait remarquer qu'on ne l'utilise guère.

La question de l'autonomie est également au centre du débat, sans que le mot soit toujours précisément défini. Qu'appelle-t-on un élève autonome ? D'où peut-on attendre cette autonomie ? Il ne s'agit pas, en tout cas d'abandonner l'élève à lui-même, mais de lui apprendre à apprendre, par ses propres moyens.

Ce rôle, selon certains, devrait être dévolu au collègue et les élèves entreraient au lycée, autonomes et responsables.

Comment rétablir l'autorité

L'ennui c'est que les élèves en question n'acceptent pas les mêmes interdits qu'autrefois, et qu'ils n'apprécient pas les sanctions.

Il est pourtant dit qu'à un moment donné, il ne faut plus discuter, si la règle a été clairement définie.

Un intervenant se pose la question de savoir ce que font les délégués de classe de leur fonction de délégués et l'on s'interroge ensuite sur la manière de restaurer l'autorité.

On distingue d'abord la méthode traditionnelle, faire régner la crainte par une sorte de « tolérance zéro », ce qui peut paraître légitime si les règles et les sanctions sont particulièrement bien lisibles.

Changer les rapports entre les enseignants et les élèves

A côté, et presque par opposition à cette attitude, un autre intervenant rappelle que l'admiration est un élément fondamental dans l'éducation. Le professeur peut alors être un modèle.

Cette remarque entraîne une réflexion sur les rapports entre les enseignants et les enfants. La crainte, la « peur du gendarme » ne semble pas être le seul recours pour le rétablissement de l'autorité et apparaît alors l'idée qu'il existe aussi une autorité morale, peut-être plus riche du point de vue pédagogique. Les enfants comprendraient mieux ainsi que leur passage à l'école est une chance. Le statut social, souvent décrié dans les médias, en serait amélioré, ce qui semble indispensable pour changer l'image de l'école.

Les moyens traditionnels

A propos d'autorité il est encore fait allusion à des moyens répressifs traditionnels : les convocations au bureau du CPE, auprès de l'assistance sociale et du Proviseur. On pourrait envisager des sanctions définitives, comme l'exclusion.

Il est alors rappelé qu'une « fiche de procédure » avait été mise en place en 1998. Cette version « light » du casier judiciaire ne semble pas avoir été appliquée. On suggère alors des « lettres aux parents », dont l'efficacité est discutée, et l'on note, paradoxalement que certains élèves sont demandeurs de sanctions.

On souligne également que l'étudiant en BTS est majeur et donc responsable de ses propres absences et de ses mots d'excuses.

L'idée de l'exclusion pose le problème de savoir ce que vont devenir ces jeunes. Exclue du système scolaire, où vont-ils aller ? Quelle place vont-ils avoir dans la société ?

L'école est indissociable des problèmes de la société

On en arrive donc tout naturellement à cette constatation : le problème de l'école ne peut être dissocié des problèmes sociaux et familiaux, liés à une crise économique qui dure tandis que les liens familiaux se défont plus facilement.

On est donc amenés aussi à parler de prévention. Mais que peut faire l'école en la matière ? Et comment peut-elle lutter contre un environnement qui a placé la consommation au-dessus de la connaissance désintéressée, qui avait pour but, il y a encore moins de trente ans, de permettre d'abord l'épanouissement de l'individu par la culture, au sens le plus large du mot ?

Même si ces difficultés matérielles et morales pré-existaient la situation s'est aggravée. Il faudrait alors tout d'abord « mettre le paquet » (sic) sur l'enseignement primaire.

A ce sujet, des chiffres précis sont donnés : + 54 000 élèves à la rentrée prochaine. Il faudrait 3500 enseignants supplémentaires et il y en aura 1500 qui seront retirés des collèges et des lycées. Toujours en ce qui concerne la population scolaire on note que les 2-3 ans scolarisés sont en régression.

L'urgence du français

Une autre solution est suggérée pour améliorer l'expression écrite et orale, qui s'est, pour des raisons diverses, très largement dégradée. Un intervenant rappelle que les horaires de français il y a 50 ans étaient de 14 heures en primaire alors qu'aujourd'hui ils sont tombés à 7 heures. Même si l'on tient compte du fait que les jeunes aujourd'hui ont des « compétences » dans d'autres domaines, l'acquisition du langage demeure un élément essentiel, pour que les élèves sachent « lire et écrire », ce qui paraît être un minimum. Or, ce problème de recrutement des enseignants est d'autant plus crucial, car il faudra déjà recruter 10% supplémentaires pour faire face aux départs à la retraite.

On note alors que les collectivités locales vont avoir à financer les personnels techniques et qu'on s'achemine vers un manque de locaux. Le débat prend une tournure purement politique, quand un intervenant fait observer que dans le primaire, cadre assez strict, les élèves admirent le plus souvent les professeurs.

Rétablir le plaisir d'apprendre et d'enseigner

Des propositions plus précises sont faites pour affronter une situation de plus en plus difficile. On fait remarquer que l'autonomie s'apprend.

En particulier, les devoirs à la maison permettent à tous les élèves d'acquérir davantage d'autonomie. Au collège, on peut développer les heures d'études encadrées. C'est au lycée que les élèves ne sont plus habitués à travailler.

On suggère encore que cette démotivation est liée au fait qu'ils veulent gagner de l'argent, et l'on retombe toujours sur cette critique de l'élève-consommateur.

En définitive le débat se clôt sur une idée plus neuve : il faut faire entrer la notion de plaisir dans l'école. Plaisir des élèves et plaisir des enseignants.

Il faut malgré tout, et ce n'est pas contradictoire, faire appliquer le règlement, et faire connaître très précisément les mesures qui seront prises.

Enfin, il faudra définir le rôle exact du chef d'Etablissement.

Tous les participants ne sont pas intervenus, mais plusieurs dizaines d'entre eux.

Au centre du débat, la question du travail et de l'effort, l'autorité indispensable à toute vie en communauté et à toute forme d'enseignement, mais cette autorité n'est pas forcément répressive.

Le plaisir d'apprendre doit absolument être réhabilité. Il n'est pas incompatible avec le travail.